

## Tribune libre

Bonne Année 2012 !

(Prométhée)

**9 janvier 2012**

En vitesse accélérée, aux accents mensongers de la défense de la protection sociale et de l'emploi, aux intonations cocardières sur le « *produisons en France* » et en misant sur l'effet anesthésiant de la perspective de l'élection présidentielle : le Président et son gouvernement veulent instaurer une TVA dite « sociale ».

De quoi s'agit-il exactement ? Après des décennies d'exonération sur la part dite « patronale » de la cotisation sociale (partiellement compensée par le budget de L'État), le Président se prépare à satisfaire une vieille revendication du MEDEF : diminution des cotisations contre augmentation de la TVA. Cela se traduira concrètement par une double baisse du pouvoir d'achat pour la population laborieuse dans son ensemble. Indirectement c'est une réduction du salaire socialisé (la cotisation sociale) entraînant de nouvelles coupes sombres dans les remboursements. Directement l'augmentation de la TVA – l'impôt le plus injuste – entraînera une augmentation des prix, y compris ceux des produits de première nécessité.

### **Il s'agit d'un acte de guerre sociale !**

Cette nouvelle agression vient après les deux plans de rigueur décrétés en 2011 et prépare la suite, à savoir une austérité généralisée. Dans les cartons gouvernementaux on trouve pèle mèle : le blocage, voire la diminution, des salaires et des retraites ; la poursuite des plans sociaux dans la fonction publique ; la liquidation du droit social par l'introduction de la flexibilité du contrat de travail et le chômage partiel (des mesures permettant de masquer statistiquement la montée du chômage) ; la fiscalisation totale des recettes de la Sécurité sociale passant d'une part par l'augmentation progressive de la TVA antisociale jusqu'à la disparition de la cotisation sociale et d'autre part par la fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu (option partagée à la fois par le MEDEF, l'UMP, la direction du PS et le FN; on se croirait en Grèce).

Ce vaste projet est connu de tous. Plusieurs de ces points sont déjà mis par le Président sur la table de la conférence gouvernement-patronat-syndicats du 18 janvier.

D'autres agressions sont en préparation dans un proche avenir, car pour les gestionnaires actuels de l'État du Capital – ainsi que tous ceux qui sont susceptibles de les remplacer s'ils s'inclinent devant le pouvoir des « marchés financiers » – il n'y a pas d'autre choix. Il est impératif de rembourser la dette dite « publique », plus exactement celle de l'État car le public (c'est-à-dire la masse des exploités) n'a jamais contracté cette dette.

Les fantomatiques « marchés financiers » ont une existence bien réelle : il s'agit de la classe dirigeante, autrement appelée la bourgeoisie. Cette classe est parfaitement consciente de ses intérêts et elle les défend en conduisant méthodiquement sa propre lutte de classe au moyen d'une puissante organisation centralisée : l'État.

La meilleure preuve de cette réalité est apportée par la question de la dette dite « publique ». Rappelons ce que disait Marx de cette dernière : « *La dette publique, en d'autres termes,*

*l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.(...) Le crédit public, voilà le credo du capital. La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. **Les crédateurs publics, à vrai dire ne donnent rien** [souligné par nous], car leur principal métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. » (1)*

Ainsi s'obstiner à reconnaître cette dette, même en demandant une expertise puis « un réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts » (2) c'est reconnaître la légitimité du capital à demeurer à la direction de la société. En d'autres termes c'est s'interdire toute politique de transition vers le socialisme.

Pour les victimes du Capital, toutes les victimes – ces 99% dont parlent les indignés dans plusieurs pays dans le monde – la question qui se pose est celle d'être en capacité de mettre un terme au pouvoir de nuisances de la classe bourgeoise. Personne, mis à part quelques charlatans, ne connaît à l'avance comment les victimes du Capital – elles aussi – parviendront à agir consciemment en classe sociale. Une chose est certaine : cela passe par l'expression systématique de la contestation de toutes les mesures du gouvernement, par le refus de collaborer avec lui (par exemple en boycottant sa conférence antisociale du 18 janvier), puis progressivement par l'auto-organisation et la manifestation de la volonté de briser les diverses machineries étatiques du Capital.

## **Emile Fabrol**

**1.- *Le Capital* , livre 1, 8e section, chapitre 31 la genèse du capital financier, pages 550-552, Éditions sociales 1976.**

**2.- *Le Programme du Front de gauche*, page 70.**